



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 07 Juin 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 01 Juin 2022, le Conseil municipal s'est réuni le 07 Juin 2022 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = M. TAVERNIER, Mme SERRE, M. DONZEL, Mme DEBUS, M. LEGRAND, Mmes COLOMB, JUMMUN, LAURENT, Mme CHARDEYRON, M. ROBIN, Mme TISSOT, MM. TRINQUET, COLLET, M. BLANC, Mme CASSAR, M. BONNAMOUR, Mme CHEMIN, M. GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés : Md GAUTHIER donne pouvoir à Md SERRE
Md ROMANET donne pouvoir à Md TISSOT
Md PERRONE donne pouvoir à Md TISSOT

Absent sans pouvoir : Md Mihrican AVICI

Vu, la désertification médicale que se profile dans les prochaines années sur le territoire communal,

Vu, la difficulté d'une part, d'accueillir des nouveaux praticiens et, d'autre part,

Pour les anciens de trouver des repreneurs,

Vu, que des catholards sont susceptibles d'entreprendre des études de santé dans une filière longue, et de retourner à Nantua à l'issue de leur scolarité,

Il d'intérêt pour la commune de fidéliser ces étudiants dès lors qu'ils s'engagent à venir exercer à Nantua pour y exercer leur activité professionnelle, une fois diplômés.

Cette fidélisation se ferait par le versement d'une bourse annuelle faisant l'objet d'un contrat, ci –joint en annexe.

Il est donc proposé au conseil de bien vouloir,

Approuver le contrat type tel qu'annexé, qui lierait les éventuels étudiants éligibles et la commune de Nantua.

Après en avoir délibéré, le conseil à l'unanimité,

Approuve le contrat type tel qu'annexé, qui lierait les éventuels étudiants éligibles et la commune de Nantua.

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 09/06/2022

Reçu en préfecture le 09/06/2022

Affiché le

Jean-Pascal THOMASSET

Berger
Levrault

ID : 001-210102695-20220607-2022_38-DE



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Dispositif d'aide et de fidélisation pour les étudiants inscrits

dans les filières de santé longues

CONVENTION

Entre

La Ville de NANTUA, représentée par son Maire, Monsieur Jean Pascal THOMASSET, agissant en vertu de la délibération en date du 07 Juin 2022,

Et

....., étudiant(e) à la faculté de médecine de l'université de XXXXX, désigné comme « le bénéficiaire » ou « l'étudiant »,

Préambule :

La désertification médicale est devenue une préoccupation structurelle du territoire communal.

Dans ce contexte, la Ville de NANTUA souhaite mettre en œuvre une politique volontariste en matière de démographie médicale afin de pallier le déficit de professionnels de santé. Pour cette raison, elle veut faciliter la coordination entre les professionnels de santé, favoriser l'installation des jeunes médecins et répondre au plus près aux besoins de soins de la population de la Ville de NANTUA.

La Ville de NANTUA a décidé de proposer un dispositif d'aide aux étudiants en XXXX souhaitant exercer au sein de la Ville de NANTUA.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Engagement du bénéficiaire :

Le bénéficiaire certifie être inscrit en faculté de XXXXX à l'université de XXXXX, enannée de XXXXXX, pour l'année universitaire 2019-2020.

Le bénéficiaire s'engage à suivre les enseignements dispensés par la faculté ou l'institut de rattachement et à se présenter à toutes les épreuves organisées dans le cadre de cette formation, que ce soit au titre du contrôle continu ou de l'examen terminal.

Le bénéficiaire s'engage, au terme de son cursus et après obtention de son diplôme, à exercer son activité professionnelle de manière exclusive au sein de la Ville de NANTUA. Celle-ci se fera soit en XXXXX libérale, soit en tant que salarié soit à titre dérogatoire sous forme de remplacements. Dans ce dernier cas, l'étudiant devra

s'inscrire au Conseil Départemental de l'Ordre des XXXXXX de l'AIN mais la durée de remplacement ne pourra excéder trois ans après l'obtention de la thèse.

L'étudiant saisira la Ville de NANTUA au préalable, afin de l'en informer de son lieu d'implantation en accord avec l'ordre départemental des XXXX de l'AIN.

L'étudiant s'engage à exercer sur la commune pour une durée au moins équivalente à celle pendant laquelle la bourse a été versée.

Article 2 : Montant de la bourse/ aide et versement :

La présente convention a pour objet de permettre au bénéficiaire de percevoir, à partir de la 3^{ème} année jusqu'à l'obtention de son diplôme, la bourse municipale destinée aux professionnels de santé lui permettant d'exercer son métier en XXXXXXXXXXXX. Elle sera versée à raison de 500 € par mois (12 mois par an).

Il est possible à tout étudiant d'intégrer le dispositif, après accord de la Ville de NANTUA. Un calcul de l'aide sera effectué à partir de la date d'entrée dans le dispositif, uniquement pour les années d'études restant à courir jusqu'à l'obtention du diplôme.

L'étudiant devra, préalablement au versement de la bourse de l'année suivante, produire à la fin de chaque année universitaire un certificat d'assiduité établi par la faculté de XXXXXX qui conditionnera le maintien de la bourse ou un document attestant du passage d'une année à l'autre avant chaque rentrée universitaire.

Article 3 : Conditions particulières :

L'étudiant qui, au cours de sa formation, serait amené à redoubler verrait le système des bourses maintenu jusqu'à son passage en année supérieure. Toutefois, il ne serait admis qu'une année de redoublement durant le cursus. En cas d'un nouveau redoublement, l'aide serait alors suspendue.

L'étudiant qui, au cours de la formation serait amené à suspendre ses études, par choix personnel, pour une durée excédant un mois verrait le système d'aide suspendu jusqu'à la reprise de ses études, sauf avis contraire de l'autorité communale. En cas de maladie, l'aide sera maintenue pendant une durée de 3 mois.

Si l'étudiant ne poursuit pas sa formation, il lui sera demandé de rembourser l'intégralité de la somme perçue.

Si le contrat n'est pas respecté en cours d'exercice, l'étudiant remboursera partiellement l'aide reçue au prorata de la durée de l'engagement qui n'aura pas été respectée.

Article 4 : Durée du contrat :

Le présent contrat prend effet à compter du mois de XXXXXXXXXXXX jusqu'à l'obtention du diplôme par l'étudiant.



Article 5 : Résiliation :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques souscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de s'exécuter.

Article 6 : Litige :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront en priorité de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de LYON sera le seul compétent.

Fait à NANTUA en deux exemplaires, le

L'étudiant,

Le Maire de NANTUA

Envoyé en préfecture le 09/06/2022

Reçu en préfecture le 09/06/2022

Affiché le



ID : 001-210102695-20220607-2022_38-DE